

Monsieur le Premier ministre, je pourrais continuer à égrainer encore longtemps les plaies qui infestent nos territoires.

Il s'agit pour moi de vous alerter sur une situation qui risque de nous faire rentrer dans une voie ou plus rien ne sera récupérable.

Il devient urgent que vos services se rapprochent de nos 7 parlementaires de Guadeloupe qui mènent un combat avec moi depuis 11 ans pour dénoncer les dérives des institutions citées ci-dessus.

Ces structures vous diront la bouche en cœur que tout va bien, nous confirmons que par le refus de ces structures d'appliquer les lois pourtant votées par nos parlementaires, bientôt il y aura une pénurie de créations d'entreprises.

Il n'y aura plus d'apprentissage, car pas de patrons.

Ces petits patrons et leurs employés vont grossir le lot des chômeurs et la mauvaise nouvelle pour vous, ce sera l'augmentation du nombre de bénéficiaires du RSA et de pointage à FRANCE TRAVAIL en passant par les ASSEDIC pour les salariés.

Résultat, encore une dépense supplémentaire non prévue par l'état.

Que faut-il faire me direz-vous ?

- Auditionner nos parlementaires sur la Sécurité Sociale de Guadeloupe, et l'URSSAF Guadeloupe sur la question du RSI toujours en activité. (Voir mon dossier « **RSI le cauchemar des indépendants** », transféré aux cabinets ministériels, à l'Assemblée, au Sénat.

- Exiger l'arrêt de l'empoisonnement administratif de l'Urssaf et de la Sécurité Sociale.
- Ordonner une enquête sur les dérives de ces organismes.
- Geler les pénalités.
- Contraindre au respect des textes de lois.
- Exiger une enquête sur les suicides chez les commerçants, artisans, agriculteurs.
- Exiger une enquête sur la faiblesse des pensions de retraite du RSI en Outremer.

Plus largement, si vous voulez que l'économie se relance, vous devez réfléchir très sérieusement à la baisse du coût du travail.

Les charges patronales, ainsi que la fiscalité en Outre-mer doivent être dans votre viseur.

Vous pourriez geler les ATD et les saisies attributions non sincères, car ce racket est une catastrophe économique.

Quand la dernière entreprise sera fermée à cause des fossoyeurs, la troisième loi de **NEWTON**

« **Nul n'échappe à la gravité** » s'appliquera.

Nous sommes autour de 4 millions d'indépendants, vous avez le pouvoir d'agir.

« **ALEA JACTA EST** » traduction « **le sort en est jeté** »

Recevez, monsieur le Premier Ministre mes respectueuses salutations

Le Président du SNEG

Dominique VIRASSAMY

